

# **Appel à projet Partenariat Européen pour l'Innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (PEI-AGRI) PDR FEADER Aquitaine, Limousin – Poitou- Charentes - TO 16.1**

**Version 1 du 4 juin 2018**

## **Rappel du contexte réglementaire**

Règlement (UE) 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis

Article 55 du Règlement de développement rural (RDR) : PEI pour la productivité et le caractère durable de l'agriculture

Article 56 du RDR : Les Groupes Opérationnels

Article 57 du RDR : Tâches des groupes opérationnels

## **1. DESCRIPTION DU TO 16.1 :**

### **1) Le Partenariat Européen pour l'Innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (PEI-AGRI)**

Le Partenariat européen pour l'innovation (PEI) est un outil de la stratégie de l'Union européenne « Horizon 2020 ». Il vise à mettre en relation les acteurs de la filière agricole et forestière et les acteurs de la recherche et développement, les services de conseil, les entreprises, les communautés rurales et les collectivités territoriales pour développer l'innovation dans le secteur agricole au travers de projets opérationnels. Le PEI doit se traduire par la constitution de Groupes Opérationnels (GO) qui répondent ensemble à une problématique nouvelle par une réponse nouvelle.

## 2) Définitions

### Définition de l'innovation

Une innovation est une réponse originale apportée à une question ou à une problématique.

C'est une idée qui présente un potentiel d'application opérationnelle mais qui doit être testée et éprouvée avant de devenir une solution. Il peut s'agir d'une proposition totalement inédite ; ce peut être également l'adaptation aux conditions locales d'une solution existante dans un autre contexte géographique ou environnemental.

L'innovation peut consister à mettre au point de nouveaux produits, de nouveaux process, de nouvelles méthodes, de nouvelles pratiques ; elle peut également être organisationnelle ou sociale.

Dans le cadre du PEI, l'innovation est appréciée principalement sous sa forme interactive et/ou ascendante et non pas descendante ou linéaire. L'innovation interactive intègre une dimension participative des acteurs et améliore ainsi la diffusion et l'acceptation des nouveaux procédés, produits ou formes d'organisation.

### Définition de « groupe opérationnel » (GO)

Le GO est un collectif d'acteurs à l'échelle locale qui réunit ses forces autour d'une problématique concrète de développement et qui élabore un projet pour répondre à la question posée. Il rassemble les compétences nécessaires au projet : agriculteurs, chercheurs, conseillers techniques et entreprises... Son statut a vocation à être éphémère, le temps de la réalisation du projet. La coopération née du projet peut toutefois déboucher sur une coopération durable.

L'ensemble des GO à travers l'UE participent au réseau européen PEI-AGRI. De fait, les GO du PEI-AGRI s'engagent à diffuser largement et gratuitement dans le réseau PEI les résultats des connaissances produites par les projets.

## 3) Thématiques retenues

La Région Nouvelle-Aquitaine a identifié **trois thématiques prioritaires** pour l'agriculture innovante et durable :

- **S'adapter au changement climatique, développer l'agroécologie et l'agroforesterie, augmenter la durabilité environnementale des activités agricoles et forestières ;**

***Cette thématique est prioritaire et sera mieux valorisée au niveau des critères de sélection.***

Participer à relever les défis liés aux changements climatiques, à l'agroécologie, à l'innovation agroalimentaire et à la sylviculture durable : en visant des projets efficaces dans l'utilisation des ressources, économiquement viables, productifs, compétitifs, respectant l'environnement – eau, sol, air, paysage – et les personnes – exploitants, salariés, populations rurales..., comme *par exemple* la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, atténuer les effets du changement climatique, valoriser les sous-produits et les matériaux bio-sourcés, rechercher à assurer l'autonomie protéique des exploitations et/ou des territoires...

- **développer des stratégies de développement territorialisées, renforcer le lien entre les activités amont et aval des filières agricoles et forestières, mieux valoriser les ressources locales, développer le lien entre les produits et les consommateurs locaux ;**

Mettre en œuvre des stratégies locales de développement, des innovations technologiques, sociales et sociétales qui améliorent la diversification du secteur agricole.

- **augmenter la compétitivité des entreprises agricoles et agroalimentaires, développer la performance économique et sociale, adapter les productions agricoles aux marchés voire participer à l'ouverture de nouveaux marchés ou à la création de nouvelles filières.**

Innover dans l'adaptation des productions agricoles et forestières en vue de leurs transformations par les acteurs de l'aval, améliorer la compétitivité des entreprises y compris aval, leurs performances sociales, sanitaires et environnementales et permettre la conquête de nouveaux marchés tant intérieurs qu'à l'export, développer la coopération entre acteurs publics et privés pour développer des activités économiques, appréhender la gestion des risques économiques, climatiques et sanitaires y compris pour les agriculteurs et salariés, accompagner le développement des nouveaux usages des produits agricoles et du bois comme les aspects tourisme, de construction et d'énergie...



## 2. BENEFICIAIRES :

Le bénéficiaire de l'aide sera un partenaire « chef de file » du projet assurant l'animation du groupe opérationnel.

Un groupe opérationnel se définit par rapport à un projet concret d'innovation dans l'objectif de trouver collectivement une solution innovante à une question spécifique liée aux secteurs agricole et forestier.

### Les bénéficiaires de cette opération sont :

- les personnes morales ou physiques des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier *comme par exemple* : un agriculteur, un sylviculteur, un groupement labélisé groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE), un groupement de producteurs, une coopérative, une organisation interprofessionnelle, une fédération, une association ;
- les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes ;
- les organismes de recherche ou de diffusion des connaissances : centre technique, institut de recherche, établissement public d'enseignements et établissements de recherche ;
- les associations ou autres structures juridiques porteuses de clusters ou de grappes d'entreprises.

## 3. COUTS ELIGIBLES / INELIGIBLES :

Seront éligibles :

- Les frais de personnel des partenaires pour le fonctionnement d'un groupe opérationnel ;
- Les prestations externes nécessaires à la réussite des projets de coopération (par exemple : activités de promotion, études portant sur la zone concernée).
- Les frais de fonctionnement de la coopération :
  - frais de personnels ;
  - les coûts indirects de la structure chef de file calculés sur une base forfaitaire correspondant à 15% des frais de personnels
- Les investissements directement liés à la réalisation du projet dans la limite de 15 % du montant total des coûts éligibles.

## 4. CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

46 projets ont été présentés à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé de janvier à mars 2018.

L'AMI a permis d'identifier les acteurs, les partenariats et les grandes thématiques transversales susceptibles de constituer des candidatures dans le cadre de l'appel à projets.

Le présent appel à projet (AAP) est le résultat de l'analyse de l'AMI en termes de forces et faiblesses des projets présentés.

Conformément au texte de l'AMI, **seuls les projets déposés dans le cadre de l'AMI et qui ont reçu un accusé de réception** formel par courrier postal de la part de la Région Nouvelle-Aquitaine peuvent déposer un dossier dans le cadre du présent Appel à projets.

- Afin d'améliorer globalement le niveau des projets présentés et l'investissement des chefs de file, il n'est **autorisé le dépôt que d'un seul projet pour un même chef de file**. Afin de répondre à cette exigence, **il est autorisé de changer le chef de file d'un projet** entre l'AMI et l'AAP\*.
- Il est autorisé lorsque c'est pertinent de **réunir des projets présentés à l'AMI dans des projets communs**. *Dans le but de réfléchir à ces rapprochements, les porteurs de projet trouveront en Annexes la liste des projets déposés à l'AMI et le contact du porteur de projet \*\*.*

**\*, \*\* : Attention cependant : en cas de changement chef de file ou de fusion entre deux projets, l'autorisation de démarrer les travaux pour prise en compte des dépenses éventuellement reçue par l'un ou l'autre des projets après le dépôt de dossier à l'AMI ne sera plus valable. La nouvelle autorisation de démarrer les travaux sera envoyée au moment du dépôt du projet comportant les éléments nécessaires à l'AAP**

- Enfin, la Région Nouvelle-Aquitaine étant engagée, avec l'ensemble des partenaires du monde viticole régional, dans une ambitieuse candidature dans le cadre du programme TIGA (territoire d'innovation – Grande ambition), **les projets de PEI ayant trait à la vigne et en particulier à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires ne seront pas retenus dans le cadre de l'AAP.** Ils sont invités à se rapprocher des partenaires du TIGA Territoire Innovation – Grande ambition.

Au moins un des partenaires du groupe doit avoir son lieu d'établissement ou siège d'exploitation sur le territoire du programme (selon le cas sur le territoire de l'ex-Aquitaine, de l'ex-Limousin ou de l'ex-Poitou-Charentes).

Les partenaires impliqués dans un GO potentiel peuvent être des établissements publics ou privés, des associations ou des organismes intervenant dans les secteurs de l'agriculture ou de la sylviculture, quel que soit leur statut juridique.

Sont *notamment* éligibles :

- les producteurs et groupements de producteurs des secteurs agricole et forestier (notamment des GIEE ou des GIEEF), interprofessions, fédérations ou syndicats professionnels,
- les entreprises privées de fourniture de matériel ou d'intrants agricoles ou forestiers, les entreprises situées en aval de la production (stockage, conditionnement, transformation),
- les centres techniques, organismes et instituts de recherche et d'enseignement supérieur,
- les organismes de développement et de conseil, associations professionnelles, clusters ou grappes d'entreprises,
- des associations ou ONG
- les collectivités territoriales et leur groupement.

**Les groupes opérationnels doivent comporter au moins un acteur de l'amont des filières (agriculteur, propriétaire forestier ou leurs groupements), et au moins un organisme de recherche et/ou de diffusion des connaissances.**

Les groupes opérationnels doivent être un projet coopératif au sens où :

- Aucun des partenaires ne doit supporter plus de 70% des coûts éligibles.
- Les organismes de recherche et de diffusion des connaissances doivent supporter au moins 10% des coûts éligibles. Ils ont le droit de publier les résultats du projet dans la mesure où ils sont issus de recherches qu'ils ont eux-mêmes effectuées.

Les projets pouvant être portés par des groupes opérationnels s'ils sont reconnus comme tel doivent :

- Être de nouveaux projets et démarrés après le 1ier janvier 2017
- S'inscrire dans les thématiques régionales prioritaires définies dans le présent appel à manifestations d'intérêt,
- Comporter un volet « diffusion » visant à favoriser le transfert de connaissance et de l'innovation et un échange des bonnes pratiques dans les secteurs concernés.

Le partenariat entre les acteurs doit être défini dans un **accord de partenariat** fixant les engagements et les coûts supportés par chacun, précisant les règles de gouvernance du projet et définissant le chef de file du projet ainsi que la répartition des responsabilités entre les partenaires. **Cet accord doit nécessairement être joint au dossier de candidature à l'AAP et être signé par l'ensemble des partenaires. Il peut prendre plusieurs formes (contrats, conventions...).**

Le GO prévoit des procédures internes permettant d'assurer la transparence de ses opérations et de la prise de décision et d'éviter les conflits d'intérêts.

La formalisation du partenariat doit préciser explicitement qui sera le propriétaire des investissements réalisés le cas échéant. En effet pour un investissement matériel, le GO qui n'a vocation à exister que pendant la durée du projet ne peut être propriétaire en tant que tel. Il est nécessaire de prévoir les modalités d'acquisition pour s'assurer en particulier du respect de la règle de pérennité de l'opération.

## 5. PRINCIPES DE SELECTION

Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans les Programmes de Développement Rural et déclinés dans les critères de la grille ci-après : Chaque dossier se verra affecter une note selon la grille suivante :

Un comité de sélection sera réuni autour de l'autorité de gestion afin d'émettre un avis sur les dossiers

Thèmes (chaque thème doit être validé)	Sous-thèmes	Pts
<b>Enjeux environnementaux</b>	Thématique 1 Agro-environnement	3
<b>Adéquation avec les thématiques régionales, 5 points maximum sur la thématique (9%)</b>	Thématique 2 Approche territoriale	3
	Thématique 3 Performance économique et sociale	3
	Deux thématiques dont la T1	4
	Les trois thématiques	5
<b>Diversité du partenariat, 18 points maximum sur le partenariat (34%)</b>	<b>Pluralité du partenariat avec participation financière (critères non cumulables)</b>	
	Moins de 3 partenaires financés par le projet	1
	3 membres ou plus financés par le projet,	3
	5 membres ou plus financés par le projet	5
	<b>Complémentarité du partenariat avec ou sans participation financière (critères cumulables)</b>	
	Au moins un partenaire public (EPA, collectivité...)	2
	Au moins un partenaire privé (EPIC, entreprise, association...)	2
	Au moins un partenaire de la production agricole*	3
	<b>Compétences des partenaires avec ou sans participation financière (critères cumulables avec un maximum de 5 points)</b>	
	Formation	1
	Expérimentation	1
	Recherche	1
	Technique	1
	Conseil / expertise / gestion de projet	1
	Diffusion	1
<b>Caractérisation du projet, 22 points maximum sur le projet (42%)</b>	<b>Réponse à un besoin (critères non cumulables)</b>	
	Exprimé par un partenaire autre que production agricole*	2
	Exprimé par la production agricole*	5
	<b>Résultats transférables ou reproductible à la fin du projet</b>	
	Ailleurs sur des territoires et/ou vers des cibles identifiés	3
	<b>Indicateurs de suivi (critères cumulables)</b>	
	Le projet prévoit des indicateurs d'évaluation	1
	Le projet prévoit des moyens pour limiter le risque d'échec***	1
	<b>Echelle de diffusion (critères non cumulables)</b>	
	limitée au territoire concerné	1
	régionale ou interrégionale	3
	nationale ou européenne	5
	<b>Fréquence (critères non cumulables)</b>	
	Restitutions intermédiaires et en fin de projet	3
	Une seule restitution en fin de projet	1
	<b>Caractérisation de l'innovation** (critères non cumulables) à dire d'expert</b>	
<b>Innovation</b>	<b>Adaptation</b> : adaptation d'une solution précédemment connue	3
	<b>Assemblage</b> : association de produits ou services existants	5
	<b>Incrémentale</b> : amélioration sensible de l'état de l'art	8
	<b>Rupture</b> : changement majeur de l'état de l'art	12

\* Production agricole : agriculteur(s), propriétaire(s) forestier(s) ou leur(s) groupement(s)

\*\* Selon la méthode NOOV

\*\*\* Dans la convention entre les partenaires par exemple (en cas de défection...)



## 6. CONDITIONS DE FINANCEMENT DU PROJET :

FEADER (Mesure 16) : 1,85M€

Région : 1M€

Total : 2,85M€

Plancher : l'intervention de la contrepartie financière de la Région Nouvelle-Aquitaine sera conditionnée à un plancher de dépenses éligibles 100.000€ HT par projet

Plafond : L'intervention de la contrepartie financière de la Région Nouvelle-Aquitaine sera conditionnée à un plafond de dépenses éligibles à 500.000€ HT par projet

## 7. ELIGIBILITE DES DEPENSES :

Les dépenses sont éligibles à compter de la date de recevabilité du dossier de candidature. Cette date sera rappelée dans un courrier d'accusé de réception de la demande d'aide.

Tout début d'exécution du projet (devis signé, dépenses engagées, etc.) avant la date de début d'éligibilité des dépenses mentionnée dans le courrier est susceptible d'entraîner le rejet de l'ensemble du dossier.

**Cas particulier : Les demandes déposées avant l'ouverture de l'appel à projets et qui ont fait l'objet d'un accusé de réception ou d'un récépissé seront pris en compte dans la mesure où elles contiennent les éléments minimums requis de la demande d'aide(1).**

(1) Nom du bénéficiaire, taille de l'entreprise, description du projet, dates (prévisionnelles) de début et de fin de projet, localisation du projet, liste des coûts du projet (un plan de financement avec quelques lignes suffit), type d'aide demandé, montant du financement public nécessaire pour le projet.

## 8. MODALITES DE DEPOT DES CANDIDATURES :

L'Appel à projet, le formulaire de demande d'aide et la notice explicative peuvent être téléchargés sur : <https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/thematique/agroalimentaire-agriculture-aquaculture-et-peche/> et <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr>

- Ouverture de l'Appel à projets : mercredi 6 juin 2018
- Date limite de dépôt des dossiers : vendredi 7 septembre

Les dossiers peuvent être envoyés par courrier postal avant le vendredi 7 septembre à minuit, cachet de la poste faisant foi à

**Laurent Gomez, Chargé de mission PEI AGRI**

**Direction Agriculture - Région Nouvelle-Aquitaine**

14, rue François de Sourdis - 33 077 Bordeaux Cedex

Et par courrier électronique avant le vendredi 7 septembre à minuit à : [ami-pei-agri@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:ami-pei-agri@nouvelle-aquitaine.fr)

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

**Laurent Gomez, Chargé de mission PEI AGRI**

Tel : 05.57.57.09.96 ; Mobile : 06.10.13.11.89 ; Mail : [ami-pei-agri@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:ami-pei-agri@nouvelle-aquitaine.fr)

*(Privilégier le mail ou le mobile)*

Bordeaux, le 06 juin 2018

Pour le Président du Conseil régional et par délégation,



**Thierry Mazet**

**Directeur Agriculture, industries agroalimentaires, pêche**

## ANNEXE 1

### Listes des projets déposés dans l'AMI et contacts des déposants

Porteur	Dpt	Note	Nom du projet	Thème	Prénom	Nom	Mail	Tel
Agrobio 24	24	A	CUBIC Adaptations techniques...	Bio Biodiversité	Elodie	Gras	biodiversite@agrobioperigord.fr	05.53.35.88.18
Barthes Nature	40	A	Barthes Adour	Méthode bovin	Marine	Hediard	marine.hediard@landes.chambagri.fr	06.40.60.18.66
BRGM	87	A	Isabel Reconstitution...sols...sédiments	Eau nouvelle ressource	Jean-Chris.	Audru	jc.audru@brgm.fr	05 49 38 15 38
CDA 17	17	A	fluviatils	Sols	David	Julien	david.julien@charente-maritime.chambagri.fr	06 88 47 82 47
CDA 47	47	A	Volt'eau Développement...houblon	Energie	Laurent	Magot	direction@lot-et-garonne.chambagri.fr	05.53.77.83.00
CDA 47	47	A	durable Suivi troupeaux transhumants	Nouvelle filière	Laurent	Magot	direction@lot-et-garonne.chambagri.fr	05.53.77.83.00
CDA 64	64	A	bovins	Bovins montagne	Jean-Marc	Arranz	<a href="mailto:im.arranz@pa.chambagri.fr">im.arranz@pa.chambagri.fr</a>	07 77 34 38 69
CDA 87	87	A	Peaux et laines de qualité	Peaux et laines	Céline	Boyard	celine.boyard@haute-vienne.chambagri.fr	06 63 31 63 80
CDA 87	87	A	Filière piscicole étang	Poisson lac	Céline	Boyard	celine.boyard@haute-vienne.chambagri.fr	06 63 31 63 80
CIIRPO	87	A	NA Espace ovin agro-écolo	Ovin Agro écologie	Denis	Gautier	Denis.Gautier@idele.fr	06 80 59 30 28
CNPF NA	33	A	Numeri'Pin	Forêt	Cécile	Maris	c.maris@crpf.fr	06 37 16 68 52
CTIFL	24	A	SPOC	Pourriture Châtaigne	Catherine	Lagrué	Lagrué@ctifl.fr	01 47 70 16 93
CTIFL	24	A	AMIPSA	Kiwi Traitement	Catherine	Lagrué	Lagrué@ctifl.fr	01 47 70 16 93
FRGDS NA	33	A	Biosécurité caprin	Traçabilité caprin	Marine	Voisin	frgds.nouvelle-aquitaine@reseauuds.com	06 66 92 97 52
IDELE	86	A	Améliorer...caprins autonomes	Autonomie caprin	Jérémy	Jost	Jeremie.JOST@idele.fr	06 13 67 82 46
IDELE	89	A	BEEF Carbone	CO2 Bovin	Jean-Baptiste	Dolle	Jean-Baptiste.Dolle@idele.fr	06 17 67 21 14
IFVV	33	A	Opticuivre Vitibio Recherche formation...filrière	phyto viti bio	Nicolas	Aveline	Nicolas.AVELINE@vignevin.com	06 28 97 00 90
Université Pau	64	A	Q&O Melon transition agro-	Recherche formation	Fabienne	Feutry	fabienne.feutry@univ-pau.fr	0672057476
ACPEL	17	B	écologique	Melon agroécologie	David	Bouvard	acpel@orange.fr	06 88 96 52 26
CCDO Ordiarp	64	B	Construire... manech tête noire Développer un écosystème	Race sélection ovin	Christine	Jauréguy	c.jaureguy@ccdeo-ordiarp.fr	0559284630
CDA 19	19	B	truffier...	Truffe	Sandra	Dutheil	s.dutheil@correze.chambagri.fr	05 55 21 55 49
CDA 23	23	B	Du blé aux pâtes et des lentilles...	CC blé pâtes	Catherine	Citaire	catherine.citaire@creuse.chambagri.fr	
CDA 24	24	B	Sème ton périgord vert	Herbe	Sandrine	Rosignol	sandrine.rossignol@dordogne.chambagri.fr	06 81 87 02 73
CDA 24	24	B	From'Périgord Agriculteurs	VD prod laitiers	Olivier	Dejean	olivier.dejean@dordogne.chambagri.fr	06 81 94 90 54
CDA 24	24	B	responsables...qualité eau	Eau	Richard	Raynaud	richard.raynaud@dordogne.chambagri.fr	06 29 53 70 30



CDA 33	33	B	Save it Alternatives médicaments	Sol viti	Maxime	Christen	m.christen@gironde.chambagri.fr	05 56 35 00 00
CDA 79	79	B	bovins	Bovins sanitaire	Alain	Baudouin	alain.baudouin@deux-sevres.chambagri.fr	06 74 07 63 66
CDA 79	79	B	Renforcer...filières bois énergie	bois énergie	Jérôme	Baron	jerome.baron@deux-sevres.chambagri.fr	06 07 65 25 34
CDA 79	79	B	en N79	Eau	Jérôme	Baron	jerome.baron@deux-sevres.chambagri.fr	06 07 65 25 34
CEC	19	B	Pratiques...coop de l'eau	Numérique	Yves	Rigal	yves.rigal@correze.chambagri.fr	05 55 21 55 49
Céréaliers plaine N	79	B	Développer usages numériques	Fertilisation céréales	Stéphanie	Boutant	stephanie.boutant@deux-sevres.chambagri.fr	06 74 07 95 86
FDTP 24	24	B	Fert'innov	Truffe	Patrick	Rejou	patrick.rejou@dordogne.chambagri.fr	05.53.35.88.72
INRA	86	B	Sécurité	Repro Caprine	Alice	Fatet	alice.fatet@inra.fr	06 67 35 19 74
Invenio	33	B	Réseau...reproduction caprine	Petits fruits	Sébastien	Cavaignac	s.cavaignac@invenio-fl.fr	06 07 19 18 17
ISVV	33	B	Construction...itnériaires...petits fruits	Vin oeno	Remy	Ghidossi	<a href="mailto:remy.ghidossi@u-bordeaux.fr">remy.ghidossi@u-bordeaux.fr</a>	05 57 57 58 70
SAPERFEL	79	B	Process Oeno	Logiciel caprin lait	Lynda	Jourdain	lynda.jourdain@saperfel.fr	06 20 79 15 79
Agglo Grand Ouest	23	C	Lactocaprin	CC SIAL	Hélène	Remangeon	helene.remangeon@agglo-grandgueret.fr	05 55 41 04 48
CDA 24	24	C	Vers un projet alimentaire...	CC	Michel	Olivier	michel.oliver@dordogne.chambagri.fr	06 72 51 02 10
CDA 64	64	C	A24toC	Race blonde	Auréli	Caumont	a.caumont@pa.chambagri.fr	07 84 92 26 55
CDA 87	87	C	Valorisation Blonde Aquitaine	Bovin export	Céline	Boyard	celine.boyard@haute-vienne.chambagri.fr	06 63 31 63 80
CDA 87	87	C	Valoriser la viande bovine par l'export	Elevage numérique	Céline	Boyard	celine.boyard@haute-vienne.chambagri.fr	06 63 31 63 80
CDA 87	87	C	Digitalisation au service de l'élevage	CC SIAL	Céline	Boyard	celine.boyard@haute-vienne.chambagri.fr	06 63 31 63 80
F CUMA Charentes	17	C	Une boîte à outil pour les PAT	Sol	Come	Darchis	come.darchis@cuma.fr	06.42.04.43.32
Pays Médoc	33	C	Groupe sol élevage Nord	CC SIAL	Caroline	Pinto	leader@pays-medoc.com	05 56 73 22 21
PETR Vez Auvez	19	C	Système alimentaire médocain	CC SIAL	Camille	Lannes	petr.vezere.auvezere@gmail.com	05 87 67 00 07
Tulle Agglo	19	C	Projet alimentaire... Vez-	CC et installation	Didier	Bertholy	didier.bertholy@tulleagglo.fr	05 55 20 75 09

\*CC = circuits courts

\*SIAL = systèmes alimentaires locaux